



DERNIÈRES INFOS

AMÉRIQUES

[CANADA FRANCOPHONIE](#)

Canada: pas d'université en langue française dans l'Ontario

Par [RFI](#) Publié le 24-11-2018 Modifié le 24-11-2018 à 11:27



Le drapeau du Canada flottant au-dessus de la ville de Toronto (image d'illustration). Jeff Vinnick via Gettyimages.fr

Avec l'annulation, il y a une semaine, de la construction d'une première université entièrement en langue française en Ontario, le gouvernement de cette province canadienne relance les tensions linguistiques dans le pays et place les francophones de tout le pays sur le pied de guerre. Le Premier ministre, Justin Trudeau, a assuré que son gouvernement allait « *intervenir* » auprès de l'Ontario pour qu'il respecte les francophones.

Attendue depuis longtemps par les quelque 600 000 francophones de la province (4% de la population), cette université de 3 000 étudiants devait voir le jour en 2020 à

Toronto, capitale de l'Ontario et métropole économique du Canada. Mais les conservateurs du Premier ministre provincial, Doug Ford, régulièrement décrit comme un « mini-Trump », ont enterré le projet la semaine dernière, en invoquant des contraintes budgétaires. Ils ont également mis fin aux subventions destinées à des troupes de théâtre de langue française.

Pour nombre de francophones (huit millions de personnes sur trente sept millions de Canadiens), ces mesures sont vécues comme des « *attaques* » à l'encontre de « *l'un des deux peuples fondateurs* » du Canada, pays officiellement bilingue français-anglais. Doug Ford, frère de l'ex-maire toxicomane de Toronto Rob Ford, a nié vouloir s'en prendre aux droits de la minorité francophone de cette province, la plus nombreuse au Canada hors Québec. Ces mesures « *n'ont rien de personnel contre les Franco-Ontariens. Ce sont de bonnes personnes* », a-t-il plaidé, face à la presse.

Economies

En annulant la construction de l'université francophone, l'Ontario, qui croule sous les déficits, va économiser 80 millions de dollars sur sept ans, a fait valoir M. Ford. Ses justifications n'ont aucunement convaincu les francophones, ni le gouvernement du Québec, ni le gouvernement fédéral de Justin Trudeau. « *Ca me préoccupe beaucoup. J'ai passé beaucoup de temps à jaser avec des gens qui parlent français partout au Canada et je comprends à quel point ces communautés luttent pour protéger leur identité francophone* », a dit M. Trudeau, assurant que son gouvernement allait « *intervenir* » auprès de l'Ontario pour qu'elle respecte les francophones.

Sa ministre des Langues officielles, Mélanie Joly, a dénoncé une « *décision inacceptable* » et appelé M. Ford à « *reculer* », tout en débloquant une enveloppe de 5 millions de dollars en soutien aux contestations judiciaires « *des minorités linguistiques* ». De leur côté, les associations francophones ont déterré la hache de guerre et appelé à la « *résistance* ». Ainsi, pour l'association militante Impératif français, « *le suprématisme anglophone écrase la francophonie* » et les décisions de l'Ontario marquent « *le retour en force de l'arrogance congénitale et historique du Canada anglais à l'endroit du Québec et de la francophonie canadienne* ».

« L'assimilation » des jeunes francophones

« *Nous nous sentons trahis* », a regretté à l'AFP Carol Jolin, de l'Assemblée de la Francophonie de l'Ontario. L'annulation de cette université « *contribue à l'assimilation de nos jeunes* » car « *une fois qu'ils étudient en anglais et travaillent en anglais, le*

français ne fait plus partie de leur vie », observe-t-il. Cette crise rappelle la fragilité du français dans un océan nord-américain anglophone, et les batailles passées pour défendre son usage et son statut de langue officielle, inclus dans la constitution canadienne depuis 1982. En 2016, l'Ontario avait, par exemple, présenté ses excuses à sa minorité francophone pour avoir interdit de 1912 à 1927 l'enseignement en français dans les écoles primaires de cette province. Dans les années 1990, l'Ontario s'était encore attiré les foudres des francophones en voulant fermer l'hôpital Montfort d'Ottawa, le seul de formation universitaire de langue française de la province.

Mais, outre l'Ontario, la langue française est aussi menacée actuellement au Nouveau-Brunswick: un petit parti ayant fait campagne en promettant de sabrer dans les services « *coûteux* » aux francophones détient la balance du pouvoir dans le nouveau gouvernement de cette province de la côte atlantique, coeur de l'Acadie (premier territoire colonisé par les Français au XVIIe siècle). Dans une lettre ouverte publiée le vendredi 23 novembre dans le journal *Le Devoir*, l'ancien recteur de l'Université de Moncton, au Nouveau-Brunswick, Jean-Bernard Robichaud appelle à une « *mobilisation monstre* » face à « *la décision mal avisée du gouvernement Ford* » qui « *nous ramène aux heures noires d'il y a un siècle* ».

[OIF: le baroud d'honneur de Michaëlle ...](#)

[Francophonie: le Canada et le Québec ...](#)

[Francophonie: le point sur les ...](#)

[OIF: le baroud d'honneur de Michaëlle ...](#)

[Francophonie: le Canada et le Québec ...](#)

[Francophonie: le point sur les ...](#)

[OIF: le baroud d'honneur de Michaëlle ...](#)

[Francophonie: le Canada et le Québec ...](#)

[Francophonie: le point sur les ...](#)

